

GRAND PORT FLUVIO-MARITIME DE L'AXE SEINE

DIRECTION TERRITORIALE DU HAVRE

(Personne publique)

SECRETARIAT GENERAL

(Suivi des prestations)

Service Informatique

FOURNITURE DE SOLUTIONS D'IMPRESSION

BUREAUTIQUES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES**

(C.C.A.P)

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1	Objet de l'accord-cadre	5
1.2	Personne physique affectée à la réalisation des prestations	5
1.3	responsabilité sur le projet :	5
1.3.1	Personne Publique	5
1.3.2	Suivi des prestations.....	5
1.4	Forme des notifications et informations – bons de commande – ordres de service – marchés subséquents	6
1.4.1	Forme des notifications et informations	6
1.4.2	Ordres de service.....	6
1.4.3	Commandes.....	6
1.4.4	Marchés subséquents	6
1.5	Tranches et lots.....	7
1.6	Secret professionnel et obligation de discrétion	7
1.7	Conduite des prestations	7
2	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	8
2.1	Documents contractuels	8
3	PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	9
3.1	Répartition des paiements	9
3.2	Tranche(s) optionnelle(s)	9
3.3	Contenu des prix et règlement des comptes.....	9
3.3.1	Contenu des prix du marché public	9
3.3.2	Prestations gratuites ou non gratuites	10
3.3.3	Modalités de règlement des comptes	10
3.3.4	Autres commandes	11
3.3.4.1	<u>Prestations non prévues au marché public :</u>	11
3.3.4.2	<u>Commandes hors marché public :</u>	11
3.4	Variation dans les prix.....	12
3.4.1	Variation dans les prix	12
3.4.2	Mois d'établissement des prix du marché.....	12
3.4.3	Révision – choix de l'indice	12
3.4.4	Modalités de variation des prix	12
3.4.5	Révision ou actualisation provisoire	12
3.4.6	Application de la taxe à la valeur ajoutée	13
3.4.7	Clause de sauvegarde.....	13
3.4.8	Disparition d'un indice ou d'un index.....	13
3.5	Paiement des co-traitants et des sous-traitants.....	13
3.5.1	Désignation de sous-traitants en cours de marché public.....	13
3.5.2	Modalités de paiement direct.....	14
3.6	Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes	15
3.7	Délai de paiement.....	15

4	DUREE DE L'ACCORD-CADRE - DELAI D'EXECUTION - PENALITES	15
4.1	Durée de l'accord-cadre – Délai d'exécution.....	15
4.1.1	Durée de l'accord-cadre	15
4.1.2	Délais d'exécution	15
4.2	Prolongation du délai d'exécution.....	16
4.3	Pénalités pour retard - Primes d'avance	17
4.3.1	Plafond des pénalités	17
4.3.2	Pénalité pour retard dans le cadre des opérations de déploiement initial ou déplacement en cours de marché public	17
4.3.3	Pénalité pour non-respect de la garantie de temps de rétablissement sur les matériels.....	18
4.3.4	Pénalités liées à la livraison des consommables	18
4.3.5	Pénalités pour non-respect des délais de réponse à sollicitation	18
4.4	Pénalité pour travail dissimulé	18
4.5	Défaut d'exécution des prestations	19
4.5.1	Impossibilité de respecter les conditions précisées sur les bons de commande.....	19
4.5.2	Substitution au titulaire	19
4.5.3	Prestations non conformes	19
5	CLAUDE DES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	19
5.1	Retenue de garantie.....	19
5.2	Avance.....	19
6	DROIT – LANGUE – FACTURATION DE LA TVA	20
6.1	Droit	20
6.2	Langue	20
6.3	Facturation de la TVA	20
7	ORGANISATION HYGIENE ET SECURITE - SURETE.....	21
7.1	Organisation hygiène et sécurité.....	21
7.1.1	Langue utilisée par la personne en charge du suivi des prestations	21
7.1.2	Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité	21
7.2	Politique sûreté de HAROPA PORT Le Havre	22
7.2.1	Objectifs de la politique sûreté	22
7.2.2	Contenu de la politique sûreté	23
7.2.3	Exigences de sûreté au titre du présent accord-cadre	24
8	CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	25
8.1	Vérifications quantitatives	25
8.2	Vérifications qualitatives.....	25
8.2.1	Mise en Ordre de Marche	25
8.2.2	Vérification d'Aptitude	26
8.2.3	Vérification de Service Régulier	26
8.2.4	Décision après vérification	26
8.3	Admission des prestations	27
9	GARANTIE CONTRACTUELLE.....	27
9.1	Délai de garantie	27

9.2	Délai de mise au point ou réparation	27
9.3	Garantie pour vice caché.....	27
9.4	Garanties particulières	27
9.4.1	Garantie particulière pour défaut non apparent	27
10	ASSURANCES ET RESPONSABILITE.....	28
10.1	Responsabilité	28
10.2	Assurances.....	28
11	PROPRIETE INTELLECTUELLE – UTILISATION DES RESULTATS.....	29
11.1	Connaissances antérieures	29
11.2	Régime des résultats	29
12	BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE.....	30
13	RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES ET DE LA LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES MODIFIEE	30
14	CLAUSES DE RÉEXAMEN.....	30
15	REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES	32
15.1	Obligation d’alerte préalable.....	32
15.2	Mémoire en réclamation.....	32
15.3	Procédure contentieuse	33
16	RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL.....	33
17	ATTESTATION RELATIVE A L’EMPLOI DE SALARIES DE NATIONALITE ETRANGERE HORS U.E. 33	
18	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	33

1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Les stipulations du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent la fourniture de services de solutions d'impression bureautiques (imprimantes et photocopieurs multifonctions) à destination des salariés sur l'ensemble des sites de HAROPA PORT situés en région havraise.

Le service attendu inclut la fourniture des matériels, des solutions logicielles, des consommables, des prestations de services nécessaires à leur mise en œuvre et à leur maintien en condition opérationnelle sur toute la durée du marché public.

Le modèle économique attendu repose sur :

- L'acquisition de matériels, de logiciels d'administration technique et des prestations de services associés,
- La maintenance et le maintien en condition opérationnelle de la totalité de la solution fournie,
- La fourniture d'une solution de gestion des flux d'impression,
- La fourniture des consommables sous la forme d'une facturation au coût à la page sur l'ensemble des imprimantes et des équipements multifonctions bureautiques sur toute la durée du marché public.

Les prestations attendues dans cet accord-cadre sont décrites au CCTP.

1.2 PERSONNE PHYSIQUE AFFECTÉE À LA RÉALISATION DES PRESTATIONS

Aux fins de faciliter les contacts et les remises ou transmissions de tous documents relatifs au déroulement des prestations faisant l'objet du marché public et notamment les bons de commandes, l'entrepreneur (autrement dénommé « titulaire » ou « groupement » ou « entrepreneur » dans les pièces relatives au présent marché public) désigne à l'acte d'engagement, une personne habilitée par lui à recevoir ces documents, en qualité de personne physique affectée à la réalisation des prestations.

1.3 RESPONSABILITÉ SUR LE PROJET

Les responsabilités s'exerçant sur le projet sont les suivantes :

1.3.1 Personne Publique

La Personne Publique pour laquelle le marché public est conclu est le grand port fluvio-maritime de l'axe Seine, représenté par le Directeur général délégué en charge de la Direction territoriale du Havre (HAROPA PORT | Le Havre), représentant le Pouvoir Adjudicateur. Il est autrement dénommé « acheteur » dans les pièces constitutives particulières et générales du marché public.

1.3.2 Suivi des prestations

Le suivi des prestations sera assuré par le Secrétariat Général de HAROPA PORT | Le Havre, représenté par le Service Informatique, sous réserve de changement ultérieur par décision de la Personne Publique.

1.4 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS – BONS DE COMMANDE – ORDRES DE SERVICE – MARCHES SUBSEQUENTS

1.4.1 Forme des notifications et informations

Par dérogations à l'article 3.1.1 du CCAG applicable au présent marché public, les décisions, observations ou informations sont émis par la personne en charge du suivi des prestations. Ils sont adressés au titulaire soit par remise en main propre soit par courrier avec accusé de réception soit par mail uniquement. Le titulaire renvoie immédiatement à la personne en charge du suivi des prestations un accusé de réception permettant de constater la date à laquelle il l'a reçu.

Par dérogations à l'article 3.1.1 applicable au présent marché public, les notifications des ordres de service peuvent être faites uniquement en main propre ou à l'adresse postale des parties mentionnées dans les pièces particulières du marché public ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu. Le titulaire renvoie immédiatement à la personne en charge du suivi des prestations un accusé de réception permettant de constater la date à laquelle il l'a reçu.

1.4.2 Ordres de service

Les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés, émis et notifiés par la personne en charge du suivi des prestations.

Le titulaire en accuse réception datée dans les conditions fixées à l'article 1.4.1 du présent document.

1.4.3 Commandes

Les bons de commande, émis au titre du présent accord-cadre et signés du Chef de Service ou de son représentant, préciseront la nature et l'étendue des prestations à exécuter, ainsi que leur délai d'exécution, comme il est précisé ci-après.

En complément de l'article 3.7.1 du CCAG applicable au présent marché public, les bons de commande seront notifiés par la personne en charge du suivi des prestations au titulaire de l'accord-cadre par un courriel mentionné dans les pièces particulières du marché public.

Par dérogation de l'article 3.7.2 du CCAG applicable au présent marché public, le titulaire du marché public ne pourra pas formuler des observations sur les bons de commande qu'il reçoit de l'acheteur.

1.4.4 Marchés subséquents

Pendant la durée de validité du marché public, des marchés subséquents pourront être passés avec le titulaire uniquement dans le cas où HAROPA PORT | Le Havre aurait besoin d'un nouveau matériel ou accessoire non présent au BPU. Le matériel ou la prestation ajouté sera conforme à l'objet du marché public et en lien direct (déclinaison, accessoire ou option...) avec le matériel ou la prestation du marché public.

HAROPA PORT | Le Havre demandera au titulaire un devis détaillant les prestations attendues. Pour établir le devis, le titulaire établira le prix net du matériel ou de la prestation ajoutée de la manière suivante :

- Par application, au prix public ou au prix conseillé par le fabricant, du taux de remise contractuel du matériel ou de la prestation (ou à défaut à la catégorie) analogue, au matériel ou à la prestation ajoutée,

- En l'absence de taux de remise contractuel, le taux de remise applicable est celui déduit du rapport entre le prix net contractuel et le tarif conseillé par le fabricant pour le matériel ou la prestation (ou à défaut à la catégorie) analogue existant au marché,
- A défaut, le titulaire fournit, par tout moyen de preuve, le tarif conseillé par le fabricant pour le matériel ou la prestation (ou à défaut à la catégorie) analogue existant au marché ; ce dernier est alors appliqué au matériel ou à la prestation ajoutée,
- En l'absence de tarif conseillé par le fabricant, le titulaire justifie par tout moyen l'équivalence des conditions économiques entre le matériel ou la prestation ajoutée et le matériel ou la prestation analogue existant au marché, notamment par la communication de son taux de marge. En tout état de cause, le prix de la prestation ou du matériel ajouté ne saurait excéder de 25% le prix du matériel ou de la prestation (ou à défaut à la catégorie) analogue existant au marché.

Le titulaire remettra un devis accompagné de la fiche technique du produit dans le délai prescrit sur la demande de devis. En cas d'accord de HAROPA PORT | Le Havre, le devis fera l'objet d'un bon de commande dans les conditions de l'article de 1.4.3 du CCAP. Toutefois, HAROPA PORT | Le Havre se réserve le droit de refuser le devis.

Les lignes de prix desdits marchés subséquents pourront être ajoutées au Bordereau des Prix Unitaires du marché public, pour utilisation lors de futures commandes.

Les marchés subséquents seront émis dans la limite du montant maximum du marché public fixé à l'acte d'engagement.

Le devis accepté fera office de marché subséquent.

1.5 TRANCHES ET LOTS

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Il n'est pas prévu de découpage en lots

1.6 SECRET PROFESSIONNEL ET OBLIGATION DE DISCRETION

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, documents, études et décisions dont il aurait connaissance au cours de l'exécution du marché public.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de HAROPA PORT | Le Havre.

1.7 CONDUITE DES PRESTATIONS

Le présent marché public est conclu avec le titulaire compte tenu des compétences et des références de l'intervenant désigné à l'article 1.2 de l'acte d'engagement et dans le mémoire technique.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de l'intervenant désigné par le titulaire, si cette personne n'était plus en mesure de remplir sa mission, ou si HAROPA PORT | Le Havre devait observer un défaut de qualité dans la mise en œuvre de la prestation, il serait fait application des dispositions suivantes :

- le titulaire est tenu d'en aviser sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite des prestations,

- Le titulaire devra proposer un remplaçant et en communiquer les noms, titre ainsi que le curriculum vitæ à la personne responsable du marché, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent. Le remplaçant sera considéré comme accepté si HAROPA PORT | Le Havre ne le récusé pas dans un délai de cinq (5) jours à compter de la réception de la communication mentionnée ci-avant, si HAROPA PORT | Le Havre récusé le remplaçant, le titulaire disposera de cinq (5) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer la personne responsable du marché.

A défaut de désignation, ou si le deuxième remplaçant est récusé dans le délai de cinq (5) jours indiqué ci-dessus, le marché public sera résilié sans indemnité par la personne responsable du marché.

2 PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

2.1 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG applicable au présent marché public, les pièces particulières et générales du marché public sont dans l'ordre de priorité décroissant en cas de contradiction entre elles :

a) Pièces particulières :

- l'Acte d'Engagement (AE) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et les documents qui y sont mentionnés ainsi que ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ainsi que ses éventuelles annexes ;
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- le mémoire technique.

b) Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.4.22 :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG -TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur le jour de l'approbation du présent marché public ;
- La liste des normes, règlements et décrets cités dans le CCTP et rappelés ci-dessous :
 - le Décret n° 2005-829 du 20 Juillet 2005, publié le 22 Juillet 2005 et complété par des arrêtés d'application transposant les directives 2002/95/CE et 2002/96/CE relatives à la limitation des substances dangereuses et à l'élimination des DEEE (dite réglementation DEEE ») ;
 - la norme NF EN 45554 : Méthodes générales pour l'évaluation de la capacité de réparation, réutilisation et amélioration des produits liés à l'énergie – Février 2020.

La conformité aux normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états si elles sont reconnues comme équivalentes. Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises marquées NF ou autres, le titulaire pourra proposer à la personne publique des produits qui bénéficient de mode de preuves en vigueur dans d'autres états qu'il estime équivalents. Le titulaire devra alors apporter à la personne publique les éléments de mesure qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

c) Documents postérieurs à approbation du marché public :

- Les bons de commande issus de l'exécution du présent accord-cadre ;
- Les bons de livraison.

3 PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'Acte d'Engagement, indique ce qui doit être réglé respectivement à l'Entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants, à l'Entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

3.2 TRANCHE(S) OPTIONNELLE(S)

Sans objet.

3.3 CONTENU DES PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Les précisions données ci-après s'appliquent à l'ensemble des prix du marché public. Elles sont complétées par les dispositions particulières figurant éventuellement dans les libellés des prix du bordereau des prix unitaires.

3.3.1 Contenu des prix du marché public

Les prix tiennent compte de toutes les dépenses, charges et aléas résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, marge pour risque et bénéfice. Ils comprennent, en outre, toutes les sujétions particulières relatives à la nature des prestations, à la situation des lieux et aux circonstances locales. Ils tiennent compte des dispositions spécifiques relatives à l'occupation temporaire du domaine.

Ils comprennent, notamment, tous les frais afférents aux opérations de logistique, de conditionnement (spécifiques ou non), emballage et au transport jusqu'aux lieux de livraison définis au CCTP.

Les prix comprennent également le délai de garantie du matériel, l'installation, la mise en service des prestations, ainsi que les frais liés au déplacement des personnels du titulaire et la transmission du reporting dans le cadre de l'exécution du marché public.

Les prix du marché sont hors T.V.A.

3.3.2 Prestations gratuites ou non gratuites

Sans objet.

3.3.3 Modalités de règlement des comptes

Les comptes seront réglés après exécution des prestations relatives à chaque bon de commande émis conformément aux dispositions de l'article 1.4.3 du présent CCAP, sur présentation de factures faisant référence à la commande correspondante et sur la base des prix unitaires du bordereau des prix unitaires aux quantités réellement commandées et admises (pour les prestations prévues au marché public) et sur la base du devis validé (pour les marchés subséquents).

Modalités de facturation des prestations

HAROPA PORT | Le Havre assure la bonne exécution du marché portant sur l'intégralité de ses besoins, éventuellement ajustés en cours d'exécution conformément aux dispositions prévues dans le cahier des charges, et prévoir, à cet effet, les inscriptions budgétaires nécessaires aux paiements des charges inhérentes au marché public.

HAROPA PORT | Le Havre :

- Passe les commandes (commande de matériels, réparations, consommables...);
- Procède au suivi et à la vérification des prestations exécutées ;
- Rédige les certificats pour paiement le concernant ;
- Et est responsable du paiement des factures lui incombant (achat/maintenance, réparations...).

HAROPA PORT échange à minima semestriellement pour vérifier le niveau des seuils du marché. Ils tiennent informés le chef de projet, de sa propre initiative ou à la demande de ce dernier, de la bonne exécution du marché public sous toute forme jugée pertinente et des litiges nés à l'occasion de l'exécution du marché public.

Modalités de facturation des matériels

HAROPA PORT souhaite exploiter ses imprimantes et copieurs dans le cadre d'une acquisition pour une durée de 20 trimestres.

Le fournisseur retenu facturera HAROPA PORT à partir de la date d'installation du matériel et de la Vérification d'Aptitude de bon Fonctionnement (VABF).

HAROPA PORT doit pouvoir ajouter en cours de marché public des nouveaux matériels en disposant d'une date d'échéance unique pour l'ensemble des matériels, objet du présent marché public.

La facturation des matériels inclura la fourniture de l'équipement, des options, des frais de transport, d'installation, de formation, de maintenance des matériels et des logiciels sur toute la durée du marché public.

Modalités de facturation du coût à la page

Le prix unitaire des copies est réputé inclure la globalité des frais de maintenance des matériels (pièces, main d'œuvre et déplacements) ainsi que la fourniture et la livraison de tous les consommables y compris les agrafes.

Ce coût doit être exprimé à raison de 4 chiffres maximum après la virgule.

La facturation des pages s'effectuera sur la consommation réelle à terme échu.

HAROPA PORT doit disposer d'un coût à la page N&B et couleur indépendant du taux de remplissage.

Aucun forfait incluant un forfait de pages minimum ne pourra être proposé.

La numérisation de document ne donnera lieu à aucune facturation.

3.3.4 Autres commandes

3.3.4.1 Prestations non prévues au marché public :

Sans objet.

3.3.4.2 Commandes hors marché public :

Le titulaire est informé que pour des besoins occasionnels de faible montant, l'acheteur se réserve le droit de s'adresser à un prestataire autre que le titulaire du marché public, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1 % du montant maximum de la période de validité en cours, ni la somme de 10 000 euros HT.

3.4 VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché public des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.4.1 Variation dans les prix

Les prix sont révisibles annuellement suivant les modalités fixées aux paragraphes 3.4.3 à 3.4.4 ci-après.

3.4.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois en cours lors de la remise de la dernière offre ; ce mois indiqué en page de garde de l'acte d'engagement est appelé "mois zéro".

3.4.3 Révision – choix de l'indice

L'indice de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché public est l'indice national suivant : Syntec révisé (SYN rév - base 286,4 en août 2022) publié par Le Moniteur.

3.4.4 Modalités de variation des prix

La révision des prix sera effectuée annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = \frac{I_d}{I_0}$$

lo

dans laquelle I_0 et I_d sont les valeurs prises par l'indice de référence I du marché public respectivement, au mois zéro et au mois d.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-TIC, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre zéro et quatre (ces valeurs incluses) la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la cinquième décimale est comprise entre cinq et neuf (ces valeurs incluses) la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

3.4.5 Révision ou actualisation provisoire

En complément à l'article 10.2.1 du CCAG-TIC, lorsqu'une actualisation ou révision des prix devait être effectuée provisoirement en utilisant une valeur antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune révision ou actualisation avant la révision ou actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index, des indices ou des valeurs correspondantes.

3.4.6 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des factures par l'entreprise, sauf dispositions légales contraires précisées en accompagnement d'un changement de taux de TVA.

3.4.7 Clause de sauvegarde

HAROPA PORT | Le Havre aura toutefois la possibilité de dénoncer sans indemnité la partie du marché public correspondant aux travaux ou prestations non encore exécutés dès lors que les nouveaux prix dépasseraient le niveau des prix obtenus en majorant les prix initiaux des hausses reflétées par l'indice mensuel des prix à la consommation (Ensemble des ménages, série France entière - ensemble hors tabac) au cours de la période correspondante.

Les prix de règlement seront les prix en vigueur à la date de passation des commandes.

Le titulaire sera tenu d'honorer les commandes passées par HAROPA PORT | Le Havre avant la date de dénonciation du marché public.

3.4.8 Disparition d'un indice ou d'un index

Dans le cadre de l'article 10 du CCAG-TIC, en cas de disparition de l'indice ou index de référence, celui-ci sera remplacé par un autre indice ou index équivalent (suivant les recommandations disponibles sur le site de l'INSEE ou, en l'absence de disponibilité sur ce site, équivalent notoirement reconnu) par ordre de service notifié à l'entreprise.

3.5 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

3.5.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché public

Le titulaire indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Les renseignements mentionnés à l'article R.2193-3 du Code de la commande publique,
- Le compte à créditer,
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux R.2191-59 à R.2191-62 du Code de la commande publique, à savoir l'acheteur ou le comptable assignataire des paiements.

Le remplacement d'un sous-traitant agréé lors de l'approbation du marché public et dont le titulaire avait demandé la prise en compte pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières lors de sa candidature, ne pourra intervenir que si le sous-traitant pressenti dispose de capacités professionnelles, techniques ou financières équivalentes.

HAROPA PORT | Le Havre, personne publique, pourra refuser d'accepter le changement ultérieur d'un sous-traitant si ce changement est de nature à remettre en cause la bonne exécution des prestations correspondantes et en particulier si ce sous-traitant ne dispose pas des qualifications ou références requises en prestations correspondantes.

Le retrait ou le désistement d'un sous-traitant intervenant dans ces conditions pourra conduire à la résiliation du marché public aux torts exclusifs du titulaire.

Il est rappelé que la clause de confidentialité s'applique aux sous-traitants proposés par le titulaire.

3.5.2 Modalités de paiement direct

- Entrepreneur individuel ou société :

Conformément aux dispositions des articles R.2193-11 à R.2193-16 du Code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom de l'acheteur, au titulaire et à l'acheteur ; cette demande de paiement tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de paiement du sous-traitant, pour donner son accord ou notifier son refus à l'acheteur et au sous-traitant, sur le montant à payer. En cas d'accord, ou de silence conservé par le titulaire à l'issue de cette période de quinze jours, l'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article 3.7.

Le montant accepté sera intégré par le titulaire dans son projet de décompte le plus proche.

- Entrepreneurs groupés solidaires :

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des titulaires solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché public.

- Entrepreneurs groupés conjoints :

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à la part de prestations assignée à ce co-traitant suivant la répartition prévue à l'acte d'engagement.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement (solidaire ou conjoint), conformément aux dispositions des articles R.2193-11 à R.2193-16 du Code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom de l'acheteur, à l'entrepreneur co-traitant et à l'acheteur ; cette demande de paiement tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

L'entrepreneur dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de paiement du sous-traitant, pour donner son accord ou notifier son refus à l'acheteur et au sous-traitant, sur le montant à payer. En cas d'accord, ou de silence conservé par le titulaire à l'issue de cette période de quinze jours, l'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article 3.7.

Le montant accepté sera intégré par l'entrepreneur co-traitant dans son projet de décompte le plus proche.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également donner son accord sur les sommes à payer au sous-traitant.

3.6 FORMES PARTICULIERES DE L'ENVOI DES PROJETS DE DECOMPTES

En complément aux dispositions de l'article 11.8 du CCA.G-TIC, et par application du Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures avec leurs PJ devront nécessairement être transmis à HAROPA PORT | Le Havre via le portail de facturation mutualisé « Chorus Portail Pro » mis à disposition gratuitement par l'Etat (informations disponibles sur : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

Dans ce cadre, les dépôts de factures sur ce portail devront spécifier les éléments d'information suivants :

- Mention obligatoire du numéro d'engagement juridique ;
- Code SIRET du GRAND PORT FLUVIO-MARITIME DE L'AXE SEINE - HAROPA PORT –DIRECTION TERRITORIALE DU HAVRE : 899 614 804 00024

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Dès lors tout envoi parallèle ou supplémentaire en version papier sera systématiquement rejeté par HAROPA PORT | Le Havre après avoir informé l'émetteur de l'obligation de procéder via le portail.

3.7 DELAI DE PAIEMENT

Le paiement interviendra dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception par HAROPA PORT | Le Havre du décompte, de la facture ou du mémoire du titulaire. HAROPA PORT | Le Havre se libèrera des sommes dues par lui en faisant porter le montant par virement bancaire au crédit du compte indiqué en annexe à l'acte d'engagement.

4 DUREE DE L'ACCORD-CADRE - DELAI D'EXECUTION - PENALITES

4.1 DUREE DE L'ACCORD-CADRE – DELAI D'EXECUTION

4.1.1 Durée de l'accord-cadre

Les stipulations correspondantes sont fixées à l'article 3.1 de l'acte d'engagement.

4.1.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché public.

Sauf précision contraire, l'ensemble des délais est exprimé par défaut comme suit :

- les semaines sont des semaines ouvrées,
- les jours sont ouvrés.

Délais de déploiement initial

On considère comme opération de déploiement les opérations de déploiement initial des matériels et des solutions logicielles.

Les délais de déploiement sont fixés dans chaque bon de commande.

La date de début pour le décompte de ces délais est la date d'émission du bon de commande par le pouvoir adjudicateur.

En tout état de cause, lors du déploiement, les délais stipulés ci-dessous sont des délais maximums. Le titulaire peut mettre en place des délais inférieurs.

Dans ce cas, ils ont valeur d'engagement et sont portés au bon de commande.

Délai maximum = **10 semaines**

L'ensemble des équipements doit être déployé et opérationnel le 15 décembre 2024

Délais de déplacement en cours de marché public

Les délais maximums de déplacement sont de : **10 jours ouvrés**

Dans le cadre d'opération comportant au minimum 5 matériels, les délais de réalisation et de prise en compte seront négociés avec le titulaire lors d'une réunion d'initialisation du projet.

Délais de garantie de temps de rétablissement (GTR)

Les éléments de Garantie de Temps de rétablissement (GTR) définis sont calculés à partir de l'émission par le pouvoir adjudicateur au titulaire de la déclaration d'incident.

Cette déclaration est matérialisée par l'envoi d'un mail ou tout autre système mis à disposition par le titulaire (hot line, extranet...).

Les dispositifs d'accueil de ces déclarations d'incident doivent être accessibles 24h/24 et 7j/7 en langue française.

Les niveaux de garantie de temps de rétablissement que les titulaires doivent appliquer en fonction des prestations **est fixé à J+1**.

Les niveaux de garantie de temps de rétablissement sont applicables dans la plage de services du lundi au vendredi de 8h à 18h.

4.2 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Conformément à l'article 13.3 du CCAG TIC, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché public dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché public, dans le cas où le marché public arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze (15) jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze (15) jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché public n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché public n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas davantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché public passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché public est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché public passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

4.3 PENALITES POUR RETARD - PRIMES D'AVANCE

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution fixé dans chaque bon de commande est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-TIC.

Les pénalités pour les phases de déploiement initial sont calculées à l'issue de celle-ci et donnent lieu à un titre de recette à l'encontre du titulaire. Les pénalités en cours d'exécution (indisponibilité, dépassement de la garantie de temps de rétablissement, retard sur livraison et autres pénalités) sont calculées trimestriellement pour l'ensemble de la période écoulée.

Elles sont constatées de manière contradictoire par HAROPA PORT | Le Havre et le titulaire et présentées lors des réunions périodiques.

HAROPA PORT | Le Havre valide les indicateurs.

Il ne sera pas versé de prime d'avance.

4.3.1 Plafond des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG- TIC, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire est plafonné à 20% du montant des prestations.

4.3.2 Pénalité pour retard dans le cadre des opérations de déploiement initial ou déplacement en cours de marché public

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG TIC, les pénalités de retard sont calculées comme suit :

On considère comme opérations de déploiement décrites dans le CCTP, les opérations suivantes :

- déploiement initial de la solution logicielle et matérielle,
- déplacement de matériels en cours de marché public.

Lorsque la date butoir négociée avec le titulaire et fixée sur le bon de commande est dépassée, le titulaire encourt, par matériel, sans mise en demeure préalable, les pénalités exprimées ci-dessous.

$$P = R \times V$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité,

R = le nombre de jours calendaires de retard,

V = pour un MFP = 80 € – Imprimante = 25 €

4.3.3 Pénalité pour non-respect de la garantie de temps de rétablissement sur les matériels

Lorsque la durée de rétablissement (GTR) dépasse les délais fixés dans le CCTP, le titulaire encourt, par matériel, des pénalités calculées selon les modalités ci-dessous.

Le nombre d'heures est calculé en fonction des engagements de qualité de service et des plages d'intervention (Jours et heures ouvrées).

Une journée ouvrée s'étend du lundi au vendredi de 8H00 à 18H00 soit 10H00 par jour. Le décompte est neutralisé en dehors de ces plages horaires.

Les pénalités seront calculées d'après les formulations suivantes :

$$P = R \times V$$

P = le montant de la pénalité,

R = le nombre d'heures ouvrées d'indisponibilité dépassant la GTR,

V = pour un MFP = 20 € – Imprimante = 5 €

4.3.4 Pénalités liées à la livraison des consommables

Lorsque la rupture de service est constatée et que le délai proposé par le titulaire pour l'approvisionnement des consommables est dépassé, les pénalités sont calculées d'après les formulations suivantes :

$$P = R \times V$$

P = le montant de la pénalité,

R = le nombre de jours calendaires de retard,

V = 10 € par jour calendaire de retard

4.3.5 Pénalités pour non-respect des délais de réponse à sollicitation

Le pouvoir adjudicateur applique les pénalités pour non-réponse aux délais de fourniture de documents / réponses demandés selon les modalités suivantes :

- 100 € par jour ouvré de retard sur non-fourniture de documents (présentation de comités de suivi).

4.4 PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE

Si le titulaire du marché public ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur appliquera une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché public.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

4.5 DEFAUT D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.5.1 Impossibilité de respecter les conditions précisées sur les bons de commande

Dans le cas où le titulaire se trouverait dans l'impossibilité de respecter les conditions précisées sur les bons de commande, le titulaire devra en informer immédiatement HAROPA PORT | Le Havre et avant le début du délai d'exécution, par tout moyen permettant d'en donner "date certaine" faute de quoi il est réputé avoir accepté ces conditions.

4.5.2 Substitution au titulaire

Dans le cas mentionné au paragraphe 4.5.1, HAROPA PORT | Le Havre sera, de ce fait, dégagé de toute obligation vis-à-vis du titulaire pour le bon de commande correspondant et se réserve le droit de passer la commande auprès d'un tier au présent marché public, sans mise en demeure préalable pour l'exécution des prestations de la commande en cause, sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité, notamment si le montant minimum du marché public n'est plus atteint.

Si le nombre cumulé desdites commandes, refusées par le titulaire et passées hors marché public, dépasse deux (2) commandes par an ou 40 000€HTVA par an, HAROPA PORT | Le Havre pourra prononcer la résiliation du marché public aux torts du titulaire, sans indemnité conformément aux stipulations de l'article 41 du CCAG-TIC et pourra décider l'exécution de ces prestations aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 54 du CCAG-TIC.

Au-delà d'une (1) semaines de retard du fait du titulaire, HAROPA PORT | Le Havre se réserve le droit de se dégager de toute obligation vis-à-vis du bon de commande correspondant sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité. Cette décision sera notifiée au titulaire. Dans ce cadre, la pénalité de retard s'appliquera jusqu'à la date de notification au titulaire de la décision susmentionnée.

4.5.3 Prestations non conformes

Dans le cas où HAROPA PORT | Le Havre, jugerait que les prestations ne sont pas exécutées conformément aux dispositions du marché public et après mise en demeure d'y remédier dans un délai de (15) quinze jours restée sans effet, HAROPA PORT | Le Havre procédera à la résiliation du marché public aux torts du titulaire, sans indemnité conformément aux stipulations de l'article 50 du CCAG-TIC et pourra décider l'exécution de ces prestations aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 54 du CCAG-TIC.

5 CLAUSE DES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

5.2 AVANCE

Ce montant n'est ni révisé, ni actualisé.

Le paiement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de chaque avance s'effectuera par précompte, sur le règlement de la commande correspondante, dans les conditions prévues à l'article R.2191-19.1° du Code de la commande publique.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants, dans les conditions fixées à aux articles R.2193-17 à R.2193-21 du Code la commande publique, lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est supérieur à cinquante mille (50 000) € hors T.V.A.

Le versement de cette avance, dont le montant est de 5%, et son remboursement, sont effectués à la diligence de l'Entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé au minimum à 30%.

Pour les avances supérieures à 30 % du montant toutes taxes comprises de la commande, le remboursement débute à la première demande de paiement. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation des prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant toutes taxes comprises de la commande.

6 DROIT – LANGUE – FACTURATION DE LA TVA

6.1 DROIT

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal administratif du lieu de livraison de la prestation est seul compétent.

6.2 LANGUE

Les correspondances relatives au marché public sont rédigées impérativement en français.

6.3 FACTURATION DE LA TVA

Si le(s) titulaire(s) est(sont) établis dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il(s) facturera(ont) ses(leurs) prestations hors TVA et aura(ont) droit à ce que l'administration lui(leur) communique un numéro d'identification fiscale.

7 ORGANISATION HYGIENE ET SECURITE - SURETE

7.1 ORGANISATION HYGIENE ET SECURITE

7.1.1 Langue utilisée par la personne en charge du suivi des prestations

La langue utilisée par la personne en charge du suivi des prestations est le français. L'Entrepreneur devra en conséquence prendre toutes dispositions pour que les informations ou les ordres donnés en tous lieux sur le site par la personne en charge du suivi des prestations et ses représentants puissent être compris de tous, et notamment en matière de sécurité.

7.1.2 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité

Conformément au décret 92-158 du 20 février 1992, une inspection commune des installations et des lieux sera organisée par HAROPA PORT | Le Havre au plus tard trois jours avant le début des travaux et des prestations.

L'entrepreneur devra veiller à communiquer à HAROPA PORT | Le Havre les raisons sociales de ses sous-traitants participant à l'exécution des travaux et prestations.

Lors de cette inspection, HAROPA PORT | Le Havre définira en présence de l'entrepreneur et des responsables de ses sous-traitants les limites du secteur d'intervention.

Une analyse des risques d'interférence entre les activités de HAROPA PORT | Le Havre et celles de l'entrepreneur et de ses sous-traitants sera menée au cours de cette inspection et les travaux dangereux figurant dans la liste de l'arrêté du 19 mars 1993 seront identifiés.

Un plan de prévention sera écrit d'un commun accord si le nombre total d'heures prévisible imputables aux travaux et prestations est égal au plus à 400 heures sur une période égale au plus à douze mois, que les travaux soient continus ou discontinus, si en cours d'exécution des travaux et prestations, ce nombre atteint 400 heures ou si quelle que soit la durée prévisible de ceux-ci, ceux à effectuer comportent des travaux dangereux identifiés lors de l'inspection commune préalable, ce plan devra être écrit.

Un plan de prévention annuel sera établi pour l'exécution de travaux et de prestations répétitives et courantes.

Un plan de prévention spécifique sera établi pour les chantiers de maintenance ou de grosse réparation réalisés sur des installations de HAROPA PORT | Le Havre mises à l'arrêt technique et pour des travaux à réaliser sur ses sites en activité.

Les responsables de chantier de chaque entreprise extérieure devront signer quotidiennement un ordre de travail sécurité établi par HAROPA PORT | Le Havre avant de se rendre sur les lieux de l'intervention afin de prendre connaissance des dispositions de sécurité adaptées aux circonstances particulières du site, et à la fin de leur intervention avant de le quitter pour signaler leur départ.

Le plan de prévention ne pourra être validé qu'à la condition que le titulaire du marché public et tous ses sous-traitants aient assisté à l'inspection commune préalable organisée par HAROPA PORT | Le Havre en vue d'analyser les risques d'interférences et d'identifier les phases d'exécution comportant des travaux dangereux cités par l'arrêté du 19 mars 1993.

Les travaux et les prestations ne pourront débuter avant la signature du plan de prévention par le titulaire du marché public et tous les responsables des entreprises sous-traitantes.

- Information des salariés

Le contenu du plan de prévention établi et signé par l'Entrepreneur et ses sous-traitants devra être connu par l'ensemble de leurs salariés avant le commencement des travaux. Ceux-ci devront en prendre connaissance dès leur arrivée sur les lieux des travaux et d'exécution des prestations.

En cas de recours à de la main-d'œuvre étrangère, le titulaire devra prendre toutes les dispositions pour que les modes opératoires, analyses de risque, les plans de prévention et les règlements de sécurité puissent être compris par l'ensemble des intervenants sur le chantier.

Cette disposition est également applicable aux co-traitants et sous-traitants éventuels.

- Signalement d'accident

L'entrepreneur (et ses sous-traitants) sera tenu d'informer HAROPA PORT | Le Havre dès la survenance d'un accident du travail d'un de ses salariés ou d'un incident grave durant les travaux (ou les prestations). Il leur indiquera les mesures de sécurité mises en place ainsi que les mesures de prévention à mettre en œuvre de manière à éviter leur renouvellement.

L'entrepreneur établira à la fin des travaux un rapport faisant figurer le bilan des accidents du travail (nombre d'accidents du travail et durée des arrêts) et le nombre d'heures travaillées.

7.2 POLITIQUE SURETE DE HAROPA PORT | LE HAVRE

7.2.1 Objectifs de la politique sûreté

La politique sûreté de HAROPA PORT | LE HAVRE a pour objectif la protection de ses personnels, de ses installations, de son patrimoine technique et de ses systèmes d'information contre toute menace matérielle ou immatérielle malveillante visant à porter atteinte à la Direction Territoriale du Havre ou à l'accomplissement de ses missions.

Dans ce cadre, HAROPA PORT | LE HAVRE développe une culture sûreté auprès de ses personnels par le biais de formations, sensibilisations ou entraînements et développe l'adaptation de son organisation et de ses méthodes aux menaces et risques identifiés.

Par ailleurs, HAROPA PORT | LE HAVRE développe un contrôle des modes d'action visant à protéger ses flux d'information ainsi qu'une évaluation permanente des menaces susceptibles d'avoir un impact sur le niveau de sûreté de ses personnels ou de ses partenaires.

Le contenu de cette politique sûreté est défini à l'article 7.2.2 ci-dessous.

Ayant pris connaissance de ces dispositions, le titulaire s'engage à sensibiliser ses agents aux impératifs de sûreté et respecter les contraintes réglementaires et les procédures en vigueur en termes de sûreté, notamment au travers des ressources déployées sur les sites de HAROPA PORT | LE HAVRE.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à préserver les informations et données dont il peut avoir connaissance et à signaler à la Direction Territoriale du Havre tout fait susceptible de porter atteinte à la sûreté de ses sites ou infrastructures.

7.2.2 Contenu de la politique sûreté

La politique sûreté se décline en cohérence avec la politique d'entreprise globale et vise à garantir un niveau d'efficacité répondant aux attentes de nos clients et partenaires. Le développement des activités portuaires repose en partie sur notre capacité à maîtriser les risques.

Certifiée ISO 28000 depuis 2010, la Direction territoriale du Havre s'engage, en collaboration avec toutes les parties prenantes publiques et privées, à poursuivre sa démarche en matière de sûreté.

Dans le respect de ses missions, HAROPA PORT | LE HAVRE s'engage à :

- mettre en œuvre les réglementations en matière de sûreté applicables à nos métiers,
- participer à la stratégie commerciale et domaniale en créant des espaces sûrs et en sécurisant l'ensemble de la chaîne logistique,
- contribuer à la lutte contre les trafics illicites,
- poursuivre nos actions de sécurisation du passage de la marchandise en cohérence avec les risques,
- poursuivre la démarche cybersécurité afin de garantir la sécurité de nos données, de celles auxquelles nous avons accès sur l'axe Seine et sécuriser les flux d'information,
- conforter le développement de la culture sûreté au sein de l'entreprise et partager nos pratiques avec l'ensemble des acteurs de la place portuaire.

Le titulaire s'engage à conserver, de la façon la plus stricte, la discrétion la plus absolue sur l'ensemble des renseignements qu'il peut recueillir à l'occasion de l'exécution du présent marché public. Cette obligation de discrétion demeure même après la fin du présent marché public, qu'elle qu'en soit la cause.

Le titulaire doit garantir la sûreté de ses intervenants et de ses sous-traitants éventuels ainsi que des équipements et matériels déployés sur site.

Une demande d'enquête administrative peut être transmise par HAROPA PORT | LE HAVRE aux autorités compétentes dans le cadre du présent marché public. Cette enquête est destinée à s'assurer que la situation administrative concernant les intervenants de l'entreprise est compatible avec l'accès envisagé. HAROPA PORT | LE HAVRE en informe alors les intervenants concernés par écrit.

Le titulaire s'engage à transmettre l'identité des intervenants et assure l'enregistrement et le suivi des informations suivantes pour chaque intervention :

- date de l'intervention,
- horaire de l'intervention,
- nature de l'intervention.

Le titulaire doit fournir au représentant de HAROPA PORT | LE HAVRE chargé du suivi des prestations, au plus tard 72 heures avant l'intervention, une copie (recto/verso) d'un document, en cours de validité, justifiant de l'identité de chaque intervenant (carte nationale d'identité ou passeport ou titre de séjour).

Le titulaire doit immédiatement signaler au représentant de HAROPA PORT | LE HAVRE chargé du suivi des prestations tout mouvement de personnels et sous-traitants employés dans le cadre du présent marché public.

Si dans le cadre du marché public des cartes d'accès sont attribuées individuellement, elles ne peuvent faire l'objet d'aucun prêt ni cession. L'utilisateur sera le seul responsable. Tout manquement entraînera des sanctions.

De même, la perte ou la défectuosité d'une carte d'accès doit être impérativement signalée au représentant de HAROPA PORT | LE HAVRE chargé du suivi des prestations pour invalidation et/ou renouvellement.

A la fin des prestations, l'ensemble des cartes d'accès doit être impérativement restitué au représentant de HAROPA PORT | LE HAVRE chargé du suivi des prestations.

En cas de non-restitution par le titulaire d'une ou plusieurs cartes d'accès délivrées par HAROPA PORT | LE HAVRE à l'issue de la décision de réception des prestations, une retenue égale à trois cents euros (300 €) par carte non restituée sera opérée sur les sommes dues au titulaire jusqu'à restitution de la/les carte(s) d'accès. En cas de perte, une pénalité forfaitaire de trois cents euros (300 €) sera appliquée au titulaire.

En cas de non-respect des mesures de sûreté, le titulaire est mis en demeure d'apporter, sans délai, les actions correctives conformes aux exigences de HAROPA PORT | LE HAVRE sans qu'il puisse prétendre à indemnité ou prolongation de son délai d'exécution.

En cas de non-respect des mesures de sûreté et sur simple constatation par HAROPA PORT | LE HAVRE le titulaire subira une pénalité forfaitaire de cent cinquante euros (150 €) par jour calendaire jusqu'à la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant le respect desdites règles.

HAROPA PORT | LE HAVRE attire l'attention du titulaire sur les évolutions possibles des obligations réglementaires liées à la sûreté : niveau de sûreté ISPS et niveau de vigilance Vigipirate. A titre d'exemple, selon l'état de la menace et les directives étatiques, HAROPA PORT | LE HAVRE se réserve le droit de restreindre, voire interdire, les accès et les activités sur certaines zones. Pour ces raisons de sûreté, les prestations peuvent donc être suspendues sans que la responsabilité du titulaire ne puisse être engagée.

7.2.3 Exigences de sûreté au titre du présent accord-cadre

Echange de documents

Le titulaire s'engage à n'échanger des documents avec le responsable du marché public qu'au moyen de la messagerie électronique professionnelle. Si les documents devaient être trop volumineux au point qu'une plateforme de transfert de documents soit nécessaire, il s'engage à utiliser uniquement un conteneur chiffré au moyen de la solution "Zed!", seule et unique solution de chiffrement autorisée par l'ANSSI. Dans ce cas, la clé de chiffrement est échangée uniquement par un moyen autre que la messagerie électronique.

Mesures de sûreté

En cas de modification impactant les mesures de sûreté mises en place sur le site d'intervention, le titulaire doit en faire préalablement la demande auprès du représentant de HAROPA PORT | LE HAVRE chargé du suivi des prestations, qui transmettra au Pôle Sûreté et Continuité d'Activité (SCA) pour validation.

Au cours de l'exécution des prestations, le Pôle SCA pourra réaliser des visites de sûreté afin de vérifier le respect des dispositions relatives à la politique de sûreté de HAROPA PORT | LE HAVRE et, notamment, la mise en place des mesures préalablement définies avec le titulaire.

Intervention sur site

L'accès à certains sites concernés par le présent marché public nécessite des autorisations individuelles délivrées par HAROPA PORT | LE HAVRE et/ou un opérateur pour les terminaux sous ISPS.

Régimes de sûreté

HAROPA PORT | LE HAVRE attire l'attention du titulaire sur les évolutions possibles des obligations réglementaires liées à la sûreté : niveau de sûreté ISPS et niveau de vigilance Vigipirate. Selon l'état de la menace et les directives étatiques, HAROPA PORT | Le Havre se réserve le droit de restreindre, voire interdire, les accès et les activités sur certaines zones.

Intervention salle serveurs

En cas d'intervention en salle serveurs, le personnel du titulaire devra être accompagné par un représentant de HAROPA PORT | LE HAVRE.

8 CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

8.1 VERIFICATIONS QUANTITATIVES

Les opérations de vérification quantitatives se feront conformément à l'articles 31 du CCAG-TIC.

8.2 VERIFICATIONS QUALITATIVES

Par dérogations à l'article 32 du CCAG-TIC, les opérations de vérifications qualitatives comprennent une étape : la vérification de service régulier.

Elles se dérouleront selon les étapes décrites ci-dessous.

8.2.1 Mise en Ordre de Marche

Le titulaire dispose de 1 mois à compter de la date de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche des solutions logicielles et d'un (1) matériel de chaque gamme.

8.2.2 Vérification d'Aptitude

La vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le cahier des charges.

A la fin de cette période, la totalité des logiciels et des matériels livrés dans le cadre de la MOM devra être opérationnelle.

Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 1 mois à compter de la date de notification du procès-verbal de mise en ordre de marche des matériels ou logiciels.

A l'issue de cette période, si la vérification d'aptitude est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément aux stipulations des articles 34 du CCAG-TIC.

Si la vérification d'aptitude est positive, il est procédé à la vérification de service régulier.

8.2.3 Vérification de Service Régulier

La vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées, et déclencheront la facturation trimestrielle des prestations (matérielles, logicielles, services...).

La durée des opérations de vérifications de service régulier est de 1 mois.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée sur cette période des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2% de la durée d'utilisation effective.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 7 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

8.2.4 Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 34 du CCAG-TIC.

La régularité du service s'observe dans les conditions fixées au présent CCTP.

Par dérogation à l'article 32.4 du CCAG-TIC, il n'y a pas de présomption de régularité du service.

8.3 ADMISSION DES PRESTATIONS

Le Chef du Service Informatique de HAROPA PORT | Le Havre ou son représentant certifiera le service régulier. Le rapport d'intervention du titulaire sera signé par HAROPA PORT | Le Havre dans le cadre de la bonne exécution des prestations.

A l'issue des opérations de réception le titulaire établit un rapport d'intervention signé par HAROPA PORT | Le Havre dans le cadre de la bonne exécution des prestations. Ce document après signature des deux parties vaut procès-verbal de réception.

Les prestations admises du mois en cours seront facturées à la fin de ce même mois.

9 GARANTIE CONTRACTUELLE

Les dispositions de l'article 36 du CCAG-TIC relatives aux garanties s'appliquent nonobstant les dispositions suivantes :

9.1 DELAI DE GARANTIE

Par dérogation à l'article 36.1, les prestations font l'objet d'une garantie minimale de deux (2) ans.

9.2 DELAI DE MISE AU POINT OU REPARATION

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé à 5 jours calendaires.

9.3 GARANTIE POUR VICE CACHE

Les garanties prévues au présent article ne font pas obstacle à ce que la personne en charge du suivi des prestations soit en droit de rechercher la responsabilité du titulaire sur le fondement de la garantie des vices cachés prévue par les articles 1641 à 1649 du Code Civil, qui sont et restent applicables au présent marché public.

9.4 GARANTIES PARTICULIERES

9.4.1 Garantie particulière pour défaut non apparent

Le titulaire garantit HAROPA PORT | Le Havre contre tout défaut de fabrication ou construction non apparent lors de la réception de l'ouvrage et qui rendrait l'immeuble ou le meuble impropre à l'usage auquel il est destiné ou à en diminuer notablement l'usage.

Cette garantie engage le titulaire à réparer l'ouvrage, le remplacer ou en rembourser le prix à concurrence de la valeur d'usage qui pourra en être évaluée par expertise, y compris tous les frais occasionnés par les expertises nécessaires, les préjudices subis du fait du défaut de l'ouvrage ou de l'objet.

HAROPA PORT | Le Havre sera fondé à réclamer des dommages et intérêts s'il est prouvé que le titulaire pouvait avoir connaissance du défaut avéré.

10 ASSURANCES ET RESPONSABILITE

10.1 RESPONSABILITE

Le titulaire du marché public, sera responsable, peu important la nature et l'étendue des garanties d'assurance souscrites, des dommages de toute nature qu'il aura causés et garantira le Grand port fluvio-maritime de l'axe Seine – HAROPA PORT | Le Havre (HAROPA PORT | Le Havre) contre les dommages de toute nature qui seraient causés par ses co-traitants et / ou sous-traitants, que ces dommages soient corporels, matériels et / ou immatériels consécutifs ou non consécutifs, directs ou indirects, envers HAROPA PORT | Le Havre, pris en ses personnels et installations, et les tiers, résultant de l'exécution du présent marché public.

10.2 ASSURANCES

Le soumissionnaire certifie qu'il est titulaire de polices d'assurances, souscrites auprès de Compagnie d'assurances notoirement solvables pour les risques et responsabilités encourus au titre du présent marché public et s'engage à le rester pendant toute la durée du présent marché public.

Il devra avoir fourni, à l'appui de son offre, les attestations d'assurance sur lesquelles, il sera expressément précisé qu'elles couvrent les conséquences de sa responsabilité encourue au titre du présent marché public, tant à l'égard de HAROPA PORT | Le Havre, pris en ses personnels et installations, qu'envers les tiers.

Dans l'hypothèse où le soumissionnaire serait un groupement de personnes morales et/ou physiques, le mandataire ou interlocuteur privilégié identifié fournira à l'appui de l'offre, des attestations d'assurances sur lesquelles il sera expressément précisé qu'elles couvrent le groupement et/ou ses membres des conséquences de leurs responsabilités encourues au titre du présent marché public.

En tout état de cause, le soumissionnaire, le mandataire ou l'interlocuteur privilégié identifié devra s'assurer que les éventuels co-traitants et sous-traitants bénéficient d'une couverture assurantielle suffisante pour les prestations qu'ils auront à réaliser.

Les attestations d'assurance susmentionnées devront faire apparaître les garanties et capitaux minimums suivants, étant entendu que ces garanties et capitaux ne constituent nullement une limitation de responsabilité du Titulaire que ce soit dans son étendue ou son montant :

- Responsabilité civile pendant prestations :

- Dommages corporels, matériels, et immatériels consécutifs à un dommage corporel et/ou matériel garanti : un (1) million d'euros par sinistre ;
- Dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel et/ou matériel garanti : cinq cent (500) mille euros par sinistre.

- Responsabilité civile après prestations :

- Dommages corporels, matériels, et immatériels consécutifs à un dommage corporel et/ou matériel garanti : un (1) million d'euros par an ;
- Dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel et/ou matériel garanti : cinq cent (500) mille euros par an.

Si le soumissionnaire ou son mandataire, n'a pas remis à l'appui de leur offre les attestations d'assurance susmentionnée, il devra remettre cette attestation dans le délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution.

Dans le cas où le titulaire, ne remettrait pas à HAROPA PORT | Le Havre les attestations d'assurance dans ce délai, une pénalité de cent (100) euros par jour de retard leur serait appliquée.

Dans le cas où les garanties/capitaux seraient insuffisants, le titulaire disposera d'un délai de sept (7) jours calendaires à compter de la réception de la demande de HAROPA PORT | Le Havre, pour fournir une attestation contenant les garanties/capitaux demandés, au-delà une pénalité de cent (100) euros par jour de retard lui sera appliquée.

En cas d'insuffisance des garanties de ses assurances propres, le titulaire pourra souscrire une adhésion au contrat d'assurance responsabilité civile des intervenants extérieurs, auprès de l'assureur de HAROPA PORT | Le Havre. Les garanties ainsi souscrites interviendront après épuisement des garanties du contrat responsabilité civile de l'intervenant dans la limite de 8.000.000 € pour les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs, de 2.000.000 € pour les dommages immatériels non consécutifs et de 1.524.490 € pour les dommages résultant de la pollution accidentelle. Le titulaire pourra obtenir tous renseignements auprès du Service affaires juridiques et assurances de HAROPA PORT | Le Havre.

Le soumissionnaire s'engage à maintenir les assurances demandées au présent article et, a minima, les montants de garantie acceptés, pendant toute la durée de ce marché public.

11 PROPRIETE INTELLECTUELLE – UTILISATION DES RESULTATS

En vue de l'application des dispositions relatives à la propriété intellectuelle et à l'utilisation des résultats, il est précisé les éléments suivants :

11.1 CONNAISSANCES ANTERIEURES

Les dispositions du CCAG applicables au présent marché public s'appliquent.

11.2 REGIME DES RESULTATS

Le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

12 BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

Le titulaire devra fournir au terme de l'exécution du marché public, le bilan des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) lié à la réalisation de la prestation pour le compte de HAROPA PORT | Le Havre, sur le modèle du tableau réglementaire ADEME (établi en différents scopes et selon la base carbone).

Ce bilan devra permettre à HAROPA PORT | Le Havre de connaître les émissions de GES produites par le prestataire et ses éventuels sous-traitants pour la réalisation de la prestation.

Le bilan des émissions de GES devra préciser les actions mises en œuvre pour la réduction de ces émissions.

Le titulaire devra fournir à HAROPA PORT | Le Havre les éléments lui permettant de vérifier le calcul des émissions de GES sous forme de tableau dématérialisé.

13 RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES ET DE LA LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES MODIFIEE

Chaque partie au marché public est tenue au respect des exigences du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (dit « RGPD ») et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (dite « Loi Informatique & Libertés ») relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché public.

Le titulaire s'engage à présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à garantir la protection et l'exercice des droits des personnes concernées.

Le titulaire communique à HAROPA PORT l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Pour HAROPA PORT, le délégué à la protection des données peut être contacté à l'adresse courriel : dpo@haropaport.com

HAROPA PORT s'engage à traiter les données personnelles fournies exclusivement dans le cadre des finalités nécessaires à la passation et à l'exécution des prestations objet du présent marché public. Ces données seront conservées pendant une durée maximum de 5 ans à l'issue de l'exécution des prestations.

14 CLAUSES DE RÉEXAMEN

En complément de l'article 27 du CCAG-TIC, le contrat intègre des clauses de réexamen qui pourront être mises en œuvre à la demande de l'une ou l'autre des parties dans les hypothèses suivantes :

1. **En cas de modification de l'environnement économique portant atteinte de façon substantielle à l'économie générale du marché public ou à son équilibre financier malgré les modalités d'adaptation prévues au contrat :** dans cette hypothèse, les parties pourraient alors se concerter afin de choisir par voie d'avenant, un nouvel indice représentatif et/ou de modifier la part d'un indice au sein de la formule de révision des prix, voire de réajuster ou supprimer la part fixe, ou encore de redéfinir la périodicité d'application de cette formule, le cas échéant. A défaut, les parties pourraient convenir également de se concerter afin le cas échéant, d'intégrer par voie d'avenant, ce type d'augmentation sur production, par le titulaire du marché, de l'ensemble des justificatifs nécessaires à son appréciation par HAROPA PORT | Le Havre. Toute modification éventuelle des prix du marché, par voie d'avenant, s'entend pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié. Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau. Dans tous les cas, ces dispositions ne font pas obstacle à l'application des clauses de butoir et/ou de sauvegarde prévues au marché, le cas échéant. En tout état de cause :
 - Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur tant qu'aucun accord n'est intervenu entre les parties ;
 - Le Titulaire ne peut refuser de réaliser la prestation au motif que les prix n'ont pas été modifiés.
2. **Application du coefficient de révision des prix aboutissant à une révision supérieure à 15 % par rapport aux valeurs initiales :** dans cette hypothèse, les parties pourraient alors se concerter afin de choisir un nouvel indice représentatif et/ou d'en modifier la part au sein de la formule de révision, voire de réajuster ou supprimer la part fixe, le cas échéant. Cette possibilité pourra également être sollicitée dans le cadre des innovations/améliorations indiquées au 4) ci-après. Ces dispositions ne font pas obstacle à l'application des clauses de butoir et/ou de sauvegarde prévues au marché, le cas échéant.
3. **Reconduction anticipée du marché :** dans le cas où le montant des prestations exécutées atteint le montant maximum prévu par le marché avant le terme de la période contractuellement déterminée, le contrat pourra alors faire l'objet d'une reconduction anticipée, sans que cette décision ne modifie la durée totale prévue au CCAP. L'acheteur informe alors le titulaire de la survenance de cette reconduction qui fera alors l'objet d'une décision fixant le point de départ et l'échéance de cette période de reconduction.
4. **Modulation du montant maximum du marché :** dans le cas où le montant des prestations exécutées atteint, avant son terme, le montant maximum de la période en cours de validité, ce montant pourra être augmenté, par compensation, dans les limites du montant maximum toutes périodes confondues et des sommes déjà engagées. Le cas échéant, l'acheteur informera le titulaire de la survenance de cette modulation qui fera alors l'objet d'une décision fixant le nouveau montant maximum de la période en cours d'exécution et celui/ceux des périodes suivantes. Le titulaire ne pourra pas se prévaloir de l'augmentation du montant maximum sur la période de validité de l'accord-cadre pour obtenir une indemnisation d'un préjudice éventuel.
5. **Améliorations/innovations environnementales :** Si en cours de marché des innovations ou des améliorations venaient à être proposées en matière environnementale (notamment carburants, changement dans la méthodologie d'exécution des prestations susceptibles de diminuer l'empreinte carbone globale), les parties pourraient là aussi se réunir afin d'en étudier les conséquences technico-financières dans le but de les intégrer à un avenant.

La partie sollicitant la mise en œuvre de l'une des clauses de réexamen visée au présent CCAP adresse sa demande par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel. Elle joint à celle-ci l'ensemble des documents justificatifs nécessaires à l'examen des conditions d'application de la clause.

Après accord des parties sur les modifications à apporter aux prestations et leurs modalités d'intégration, la décision finale sera formalisée par l'acheteur.

15 REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

15.1 OBLIGATION D'ALERTE PREALABLE

A peine de forclusion concernant la possibilité de présenter une demande de rémunération complémentaire ou de prolongation de délai à raison des faits qui se sont produits pendant la période écoulée, le titulaire devra adresser au maître d'œuvre, avec copie à la personne publique à chacune des dates (n) définies ci-dessous, majorée d'un (1) mois, un rapport retraçant les faits de toute nature qui se sont produits entre la dernière date (n-1) et la date (n) considérée et qu'il estime susceptibles de justifier une rémunération complémentaire par rapport aux prix contractuellement convenus et/ou une prolongation de délai.

Ce rapport devra clairement identifier les faits générateurs, les justifier par la production des documents correspondants et fournir toutes précisions et justifications quant à leurs conséquences, sur le plan contractuel, technique et financier. Ces rapports devront être complets, finalisés, concis et précis, intelligibles et dénués d'ambiguïtés, de difficultés d'interprétation. La rédaction des rapports doit éclairer avec suffisamment de fiabilité et de précision sur les conséquences notamment financières des faits invoqués.

La personne publique accorde une importance toute particulière à la qualité des rapports d'alerte préalable et se réserve la possibilité de rejeter le rapport du fait de sa remise tardive, du caractère incomplet de celui-ci. En cas de rejet, le rapport est considéré comme non remis et la forclusion est acquise.

L'absence d'observations formulées par la personne publique ne constitue pas une acceptation tacite ou de fait. L'envoi d'un rapport à la personne publique n'entraîne pas une obligation de réponse de ce dernier. Une réunion de présentation et d'éventuelles discussions à propos de ce rapport pourra être organisée au gré de la personne en charge du suivi des prestations ou de la personne publique.

Les dates retenues sont : tous les trois (3) mois à partir de la notification du marché public. La fréquence ne pourra pas dépasser quatre rapports par an. Le non-respect de cette dernière disposition entraînera le rejet du rapport.

15.2 MEMOIRE EN RECLAMATION

Pour l'application de l'article 55.1 du CCAG-TIC, il est précisé que tout différend soulevé par l'Entrepreneur avant la procédure de clôture des comptes des articles 11.7 et suivants du CCAG- TIC, constitue nécessairement un différend avec la personne en charge du suivi des prestations de sorte que tout mémoire de réclamation de l'Entrepreneur présenté pour la première fois et en dehors de la procédure de l'article 11.7 du CCAG- TIC, est réputé correspondre à celui de l'article 55.2 du CCAG-TIC, quel que soit son destinataire.

Par dérogation à l'article 55.3 du CCAG-TIC, la personne publique notifie au titulaire sa décision dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

L'absence de notification d'une décision dans ces délais équivaut à un rejet de la demande du titulaire.

En complément à l'article 55.4 du CCAG-TIC, si l'entrepreneur ne donne pas son accord à la décision ainsi prise, les modalités fixées par la décision de la personne publique sont appliquées à titre de règlement provisoire du différend, le règlement définitif relevant des procédures décrites à ce même article.

15.3 PROCEDURE CONTENTIEUSE

Par dérogation à l'article 55.5 du CCAG-TIC, lorsque le titulaire n'accepte pas la proposition de la personne publique ou le rejet implicite de sa demande, le titulaire dispose d'un délai d'un (1) mois, à compter de la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la naissance de la décision implicite de rejet, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté cette décision.

16 RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, lorsque la personne publique résilie le marché public pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché public, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 1%.

17 ATTESTATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIES DE NATIONALITE ETRANGERE HORS U.E.

Le titulaire devra remettre une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché public, à des salariés de nationalité étrangère, à l'exception des salariés de la Communauté Européenne et, dans l'affirmative, certifier que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

A défaut de remise de cette attestation, la signature par l'Entrepreneur du présent CCAP vaudra attestation.

18 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG applicable au présent marché public, le dernier article du CCAP ne liste pas les articles dérogatoires au CCAG.